

CUBA-MEXIQUE - Avec l'élection de Claudia Sheinbaum la relation entre les deux pays va-t-elle changer ?

Eloy Viera Cañive

mardi 2 juillet 2024, par [Françoise Couëdel](#)

5 juin 2024.

Un jour après la victoire de Claudia Sheinbaum à l'élection présidentielle au Mexique, Miguel Mario Díaz-Canel Bermúdez a déclaré qu'il avait eu un entretien téléphonique, sur son compte X, avec la présidente élue et lui avait témoigné la « sympathie » que lui inspirait sa victoire.

De son côté, Sheinbaum a remercié de son appel le premier secrétaire du Comité central du Parti communiste et lui a dit que le Mexique et Cuba étaient des « nations sœurs unies par des liens de coopération, de solidarité et une histoire partagée ».

La sympathie et les remerciements réciproques de la présidente élue du Mexique et de Díaz-Canel n'ont rien de surprenant. L'élection de Sheinbaum représente la continuité de la politique d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO) et de Morena. Une politique qui, particulièrement en matière de relations extérieures, a été en faveur du Gouvernement cubain car elle a approfondi les liens entre le Gouvernement du Mexique et le régime du Parti communiste.

Mais concrètement, que va signifier l'élection de Sheinbaum pour le gouvernement de l'île ?

Un soutien par des discours sur les sanctions, causes de la crise cubaine ?

Le Mexique a maintenu historiquement son opposition aux sanctions contre Cuba. C'est le seul pays qui a voté contre l'expulsion de Cuba de l'Organisation des États américains (OEA) en 1962, qui a précédé l'imposition d'un système de sanctions multilatérales contre le castrisme en 1964, lancé par cet organisme régional. Le gouvernement mexicain d'alors a émis un vote spécial contre l'imposition de sanctions de l'OEA et contre la déclaration de 1964 de cet organisme.

En outre, l'Administration de López Obrador et Morena ont maintenu des positions historiques à des niveaux particuliers. Non seulement le président s'est opposé aux sanctions mais il s'est érigé en défenseur de l'idée lancée par la propagande et la bureaucratie cubaines de ce que l'« embargo » est la raison exclusive de la crise à Cuba. Andrés Manuel López a qualifié l'embargo étatsunien de politique inhumaine, extrémiste et médiévale et a défendu l'idée que « l'embargo états-unien » rend difficile l'achat de médicaments du régime communiste.

Après 214 années depuis le 16 septembre 1810, date à laquelle le Mexique a entrepris un processus d'indépendance pour devenir une République, une femme pour la première fois est élue présidente.

Le soutien de López Obrador au gouvernement cubain - semblable à celui qu'on peut attendre de Sheinbaum - est allé jusqu'à son refus de participer au Sommet des Amériques de 2022, au motif que Cuba, le Nicaragua et le Venezuela n'y étaient pas invités car, selon l'administration étatsunienne, « on ne devait pas y inviter de dictateurs ».

López Obrador, en outre, deux mois après la répression ordonnée par le gouvernement de Canel contre les manifestants du 11 juillet 2021, a invité le président cubain aux célébrations du jour de l'indépendance du Mexique. Le 16 septembre 2021, Díaz-Canel prononça un discours lors de la cérémonie officielle sur le Zócalo, la place centrale, de la ville de Mexico, devenant ainsi le premier mandataire étranger à le faire. En février 2023, López Obrador a remis à Canel l'Ordre mexicain de l'Aigle Aztèque, distinction suprême décernée aux étrangers.

Le Mexique fournisseur alternatif de pétrole à Cuba

Le Mexique est devenu un fournisseur alternatif de pétrole pour le Gouvernement cubain. Les échanges n'ont pas été en faveur des bénéfices économiques qu'on pourrait supposer pour le Mexique.

En 2023, la compagnie d'État mexicaine Pemex a exporté à Cuba 16 800 barils de pétrole cru et 3 300 barils de produits pétroliers par jour. L'échange s'est élevé à un chiffre avoisinant les 400 millions de dollars. Malgré cela les échanges semblent répondre à une logique plus politique qu'économique.

Le régime de la Havane fait face depuis des années à une crise générale. Cependant, une des revendications les plus récurrentes de cette crise est le manque de combustibles qui a une incidence sur l'économie du pays. La débâcle de l'industrie pétrolière vénézuélienne, les sanctions étasuniennes et l'incapacité à produire du Gouvernement de l'île ont diminué de façon considérable les accès au pétrole dont elle a besoin. Face à cette situation les accords politiques jouent un rôle fondamental quant aux solutions immédiates auxquelles a recours l'Administration cubaine pour essayer de lutter contre la tourmente.

Selon certains accords politiques les exportations de brut à Cuba depuis le Mexique ont repris. En un premier temps cela n'a pas été un échange commercial. En juin 2023, le Mexique a fait don de 350 000 barils de brut à Cuba et de 700 000 autres en juillet, ce qui a représenté ses premières exportations vers l'île depuis 2019, date à laquelle elles avaient cessé.

Après les échanges de 2023, le prix du brut est monté en flèche sur le marché international et l'exportation vers Cuba a eu une incidence sur les ambitions de Pemex - l'entreprise ayant certaines difficultés financières - pour accéder à un crédit auprès d'EXIM Bank (agence officielle de crédit à l'exportation des États-Unis). Face à ce scénario, la secrétaire des Relations extérieures mexicaines, Alicia Bárcena, a affirmé qu'on pourrait « faire payer » à Cuba le pétrole qui lui avait été donné.

Pour franchir cet obstacle, le gouvernement du Mexique a créé des mécanismes pour favoriser Cuba sans faire courir de risque à Pemex. Un document de la compagnie pétrolière mexicaine, publié fin 2023, certifiait qu'à partir de juillet 2023 les exportations de combustibles à Cuba se faisait grâce à Gasolinas Bienestar, société anonyme au capital variable (SA de CV). Il s'agit d'une sous-traitance de Pemex, propriété souveraine de l'État mexicain, dont le rôle est d'acquérir du pétrole brut et des produits dérivés de certaines filiales de Pemex et de les exporter ensuite vers Cuba, ce qui évite les sanctions étasuniennes.

En dépit de ces manœuvres, l'incapacité du régime cubain à payer le pétrole dont elle a besoin a été la cause, en février 2024, de l'arrêt des exportations du Mexique vers l'île. Pourtant Cuba fait face à nouveau à une crise de production d'électricité engendrée essentiellement par le manque de combustibles et le gouvernement d'AMLO, comme preuve de son engagement politique envers le castrisme, semble vouloir reprendre l'envoi de brut à l'île pour l'aider à combattre la crise.

Peu de personnes doutent de ce que cet engagement concret du Gouvernement d'AMLO ne soit pas repris par Claudia Sheinbaum, récemment élue.

Le Mexique a lui aussi recours aux services de médecins

cubains

En 2023, officiaient plus de 22 400 collaborateurs cubains de Santé dans 59 pays, selon les données du Ministère de la santé publique (Minsap). De ce total — jusqu'en septembre 2023 —, 806 officiaient sur le territoire mexicain.

Depuis 2022, les gouvernements du Mexique et de Cuba ont signé un accord de collaboration médicale grâce auquel la présence de médecins cubains a augmenté en terre aztèque. Certains considèrent que l'embauche de professionnels de santé cubains, outre qu'elle répond à une véritable nécessité du Mexique, répond aux intentions du gouvernement d'AMLO de camoufler son soutien financier à Cuba.

Précédemment la position de Xóchitl Gálvez, rivale principale de Sheinbaum aux élections présidentielles mexicaines, avait été d'affirmer, au cours de sa campagne présidentielle, que si elle était élue elle n'embaucherait plus de médecins cubains. La candidate a déclaré qu'« au Mexique les capacités et les talents étaient plus que suffisants et que la venue de médecins cubains n'avait servi qu'à dissimuler le financement d'un régime autoritaire ».

L'élection de Sheinbaum permet de garder l'espoir pour le Gouvernement cubain de poursuivre et - pourquoi pas - d'approfondir son accord de collaboration médicale avec le Mexique. Les professionnels de santé ont été non seulement une source de revenus pour le castrisme mais aussi une forme d'influence politique sur d'autres États de la région.

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) : <https://eltoque.com/panorama-cuba-mexico-tras-eleccion-claudia-sheinbaum>.